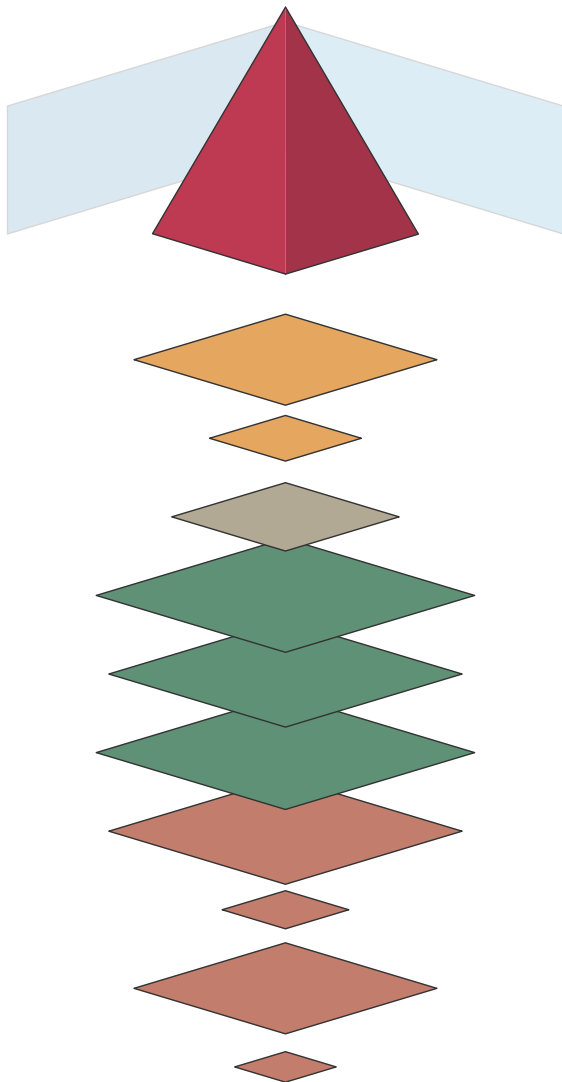


MADAGASCAR



5,59 SCORE DE CRIMINALITÉ

63^e sur 193 pays
20^e sur 54 pays africains
4^e sur 13 pays d'Afrique australe



MARCHÉS CRIMINELS **5,30**

TRAITE DES PERSONNES	6,00
TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	3,00
TRAFIC D'ARMES	4,50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	7,50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	7,00
CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS NON RENOUVELABLES	7,50
COMMERCE D'HÉROÏNE	7,00
COMMERCE DE COCAÏNE	2,50
COMMERCE DE CANNABIS	6,00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	2,00



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ **5,88**

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	4,00
RÉSEAUX CRIMINELS	5,00
ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	7,50
ACTEURS ÉTRANGERS	7,00

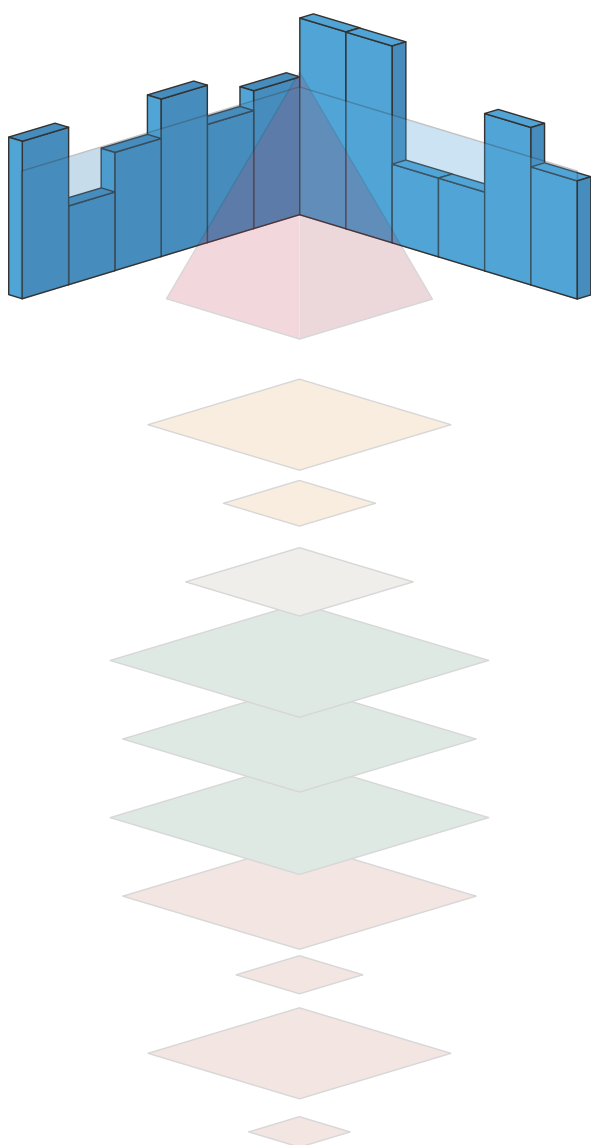


3,38 SCORE DE RÉSILIENCE

158^e sur 193 pays
31^e sur 54 pays africains
9^e sur 13 pays d'Afrique australe



 **MADAGASCAR**



3,38
SCORE DE RÉSILIENCE

158^e sur 193 pays
31^e sur 54 pays africains
9^e sur 13 pays d'Afrique australe

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	4,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	2,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	3,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	4,00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	3,00
FORCES DE L'ORDRE	3,50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	5,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	5,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	2,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	2,00
PRÉVENTION	4,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	3,00

5,59
SCORE DE CRIMINALITÉ

63^e sur 193 pays
20^e sur 54 pays africains
4^e sur 13 pays d'Afrique australe

 MARCHÉS CRIMINELS	5,30
 ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	5,88

CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Madagascar est à la fois un pays d'origine et de destination pour la traite des personnes, celle-ci prenant principalement la forme du travail forcé et de l'exploitation sexuelle. Les victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle sont principalement des femmes et des enfants, mais ces derniers seraient également soumis à la mendicité et au travail forcé. Les ressortissants français et italiens sont les principaux clients de l'exploitation sexuelle des mineurs. Souvent, ce sont les parents ou d'autres membres de la famille, plus que les réseaux criminels, qui facilitent la traite des enfants, et les hommes malgaches ont été identifiés comme les principaux exploiters d'enfants. Les « agences fantômes » sont également connues pour exploiter et recruter des victimes de la traite des personnes. De plus, des inquiétudes ont été exprimées quant à l'augmentation de la traite à des fins d'exploitation sexuelle domestique et de travail forcé en 2020.

Madagascar est avant tout un pays d'origine du trafic d'êtres humains, souvent facilité par des agences de recrutement illégitimes. Les personnes quittent illégalement le pays principalement par voie maritime pour rejoindre l'île française de Mayotte, mais aussi par voie aérienne pour gagner la Chine et le Moyen-Orient. Le trafic d'êtres humains vers les Comores et Mayotte depuis l'île de Nosy Be est également en hausse. Il implique des Malgaches ainsi que des migrants en provenance de la région des Grands Lacs africains. Bien que la route vers Mayotte via les Comores soit de plus en plus populaire, elle serait très dangereuse.

COMMERCE

Madagascar est l'un des points chauds du trafic d'armes en Afrique. Le trafic d'armes constitue une menace importante pour la population malgache, car il est lié aux enlèvements, au banditisme, à la piraterie, à la contrebande d'autres marchandises illicites et à d'autres marchés criminels en général. Le trafic d'armes est particulièrement important dans les régions du Menabe, de Melaky, de Bongolava, d'Atsimo-Andrefana, d'Androy et d'Anosy, où les vols de bétail sont monnaie courante. Les problèmes socioéconomiques contribuent à la demande croissante d'armes chez les jeunes malgaches. Si le trafic d'armes à l'échelle nationale est un problème majeur à Madagascar, la police nationale malgache constate cependant que le trafic d'armes international reste limité.

ENVIRONNEMENT

Les crimes environnementaux sont de loin les formes les plus répandues de crime organisé à Madagascar. Problème majeur dans le pays, la déforestation est principalement le fait du défrichement agricole et de l'abattage illicite d'espèces de bois de grande valeur. La demande chinoise est le principal moteur de l'exploitation forestière illégale depuis 2013. Le marché est largement facilité par la corruption et par une protection politique en haut lieu. Le commerce illicite de vanille est également en progression à Madagascar. Il est en lien à la fois avec le trafic illégal de bois de rose et le blanchiment d'argent. Les fonctionnaires corrompus de l'État facilitent également le commerce illicite de la vanille.

À Madagascar, la criminalité liée à la faune concerne principalement le trafic de reptiles, et notamment les tortues terrestres et marines, les caméléons, les geckos et les serpents ainsi que les oiseaux, destinés à alimenter le commerce d'animaux de compagnie exotiques et les pratiques de médecine traditionnelle. Les lémuriens font l'objet d'activités de braconnage à Madagascar pour leur viande et pour alimenter le commerce d'animaux de compagnie exotiques, tandis que la pêche illégale met en danger les hippocampes et les espèces de poissons exotiques. Le vol de bétail est un autre problème important dans le pays. Le trafic international d'espèces sauvages aurait diminué ces dernières années, en particulier celui concernant les tortues marines et les tortues terrestres, dont les saisies ont atteint un pic en 2018.

En ce qui concerne les crimes liés aux ressources non renouvelables, l'exploitation minière illicite et la contrebande de pierres précieuses de couleur sont répandues à Madagascar. La Thaïlande est un pays de destination majeur. Ce marché a un impact négatif important sur l'environnement. Parallèlement, l'exploitation illicite de l'or est un phénomène assez récent à Madagascar et l'on sait qu'elle contribue à la contamination par le mercure des écosystèmes d'eau douce.

DROGUES

Le faible niveau d'intégrité territoriale de Madagascar rend le pays vulnérable au trafic de stupéfiants. Le pays est en passe de devenir un point de transit important de l'héroïne, principalement acheminée par voie maritime vers l'Afrique de l'Est depuis l'Afghanistan et l'Iran. Les trafiquants d'héroïne à Madagascar auraient tendance à être d'origine nigérienne, tanzanienne, guinéenne, mauricienne ou seychelloise. Si le commerce d'héroïne ne touche guère la population malgache, il existe une consommation intérieure d'héroïne, principalement chez les ressortissants étrangers fortunés. Le marché intérieur de l'héroïne a été affecté temporairement et à court terme par la pandémie de COVID-19, les trafiquants de drogue cherchant à se décharger de plus grandes quantités de drogue pour éviter des difficultés d'exportation récurrentes. Madagascar est à la

fois une destination et un pays de transit important pour le trafic de cocaïne d'Amérique du Sud via l'Afrique de l'Ouest, à destination souvent des marchés du Moyen-Orient et d'Asie. La pauvreté et le chômage endémiques sont considérés comme des facteurs clés de la participation au commerce illégitime de cocaïne. Bien que l'âge moyen des consommateurs de cocaïne à Madagascar diminue, la consommation intérieure de cocaïne reste néanmoins assez limitée.

Madagascar est un pays d'origine, de destination et de transit pour le commerce mondial de cannabis. Le cannabis est principalement cultivé à Ankarana, dans le district nord d'Ambanja et dans la région sud d'Anosy, principalement dans le village de Mihariomby. Le commerce de cannabis à Madagascar s'avère très lucratif et, de ce fait, le pays est également l'un des principaux lieux de saisie de cannabis en Afrique. La pauvreté et le chômage sont des facteurs clés de l'augmentation du trafic et de la consommation de cannabis. Les éléments tendant à étayer l'existence d'un commerce important de drogues de synthèse à Madagascar sont rares. Il existe cependant un trafic limité de méthamphétamine.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

S'il ne semble pas qu'il existe de grands groupes organisés de type mafieux à Madagascar, de petites organisations criminelles opèrent en revanche dans le cadre de directives internes et sont connues pour être impliquées dans le commerce illégitime d'armes. Ces groupes ont une structure de direction claire et un siège spécifique. Leurs membres restent unis et se soutiennent mutuellement en cas d'arrestation ou d'emprisonnement. Dans les campagnes, les organisations

criminelles familiales dominent. Les groupes opèrent dans les grandes villes du pays, bien que leurs activités se limitent en grande partie à des attaques à mains armées dans certains quartiers. Des réseaux criminels, impliqués dans un large éventail d'activités criminelles, sont également actifs partout à Madagascar. Les réseaux criminels impliqués dans la traite des personnes seraient très organisés et collaboreraient avec leurs homologues à l'étranger. Les réseaux spécialisés dans le trafic de stupéfiants sont dominés par des personnalités clés qui contrôlent les marchés illicites de la drogue dans le pays depuis de nombreuses années.

Les fonctionnaires corrompus du gouvernement jouent également un rôle important dans la facilitation des activités criminelles. Il est de notoriété publique que les officiers de l'armée, les colonels et les généraux à la retraite dans le sud de Madagascar, en particulier, facilitent les enlèvements à main armée et les vols de bétail, ainsi que le trafic d'armes et de drogue. De plus, le gouvernement malgache est réputé être impliqué dans des activités criminelles organisées dans tout le pays et de nombreux responsables malgaches ont contribué à faciliter des transactions financières illégitimes et le trafic de marchandises illicites. En ce qui concerne les acteurs étrangers, les hommes d'affaires d'Asie de l'Est sont des acteurs clés du commerce illégitime de bois à Madagascar, et les barons de la drogue originaires d'autres pays africains sont également très actifs sur les marchés du trafic de stupéfiants à Madagascar. Les agences de recrutement étrangères collaborent pour leur part étroitement avec les criminels malgaches dans le cadre d'opérations de traite des personnes. Nous savons, enfin, que les ressortissants des pays européens riches sont les principaux clients sur le marché de l'exploitation sexuelle des enfants.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le gouvernement malgache manque de volonté politique pour lutter efficacement contre le crime organisé. Bien que diverses entités soient spécifiquement chargées de lutter contre le crime organisé, celles-ci manquent à la fois de ressources et de financements suffisants. Alors que de hauts responsables ont affirmé être impliqués dans la protection des ressources naturelles malgaches, un comité interministériel chargé de la lutte contre le trafic de stupéfiants a été dissous en 2020 sans qu'aucune raison ne soit donnée. Dans l'ensemble, la corruption sévit dans le pays et la censure serait courante. Depuis le coup d'État de 2009, la population malgache fait preuve d'une grande défiance à l'égard du gouvernement. Le pays abrite des organismes spécialisés dans la lutte contre

la corruption, mais ceux-ci ne sont pas indépendants, car ils sont rattachés à la présidence.

Au niveau international, Madagascar a ratifié un certain nombre de traités internationaux relatifs à la criminalité organisée transnationale. Toutes les entités impliquées dans la lutte contre le crime organisé participeraient également à des conférences et à des programmes de formation internationaux. Bien que Madagascar ne se soit pas doté d'une politique nationale pour lutter contre le crime organisé, le pays a adopté diverses lois relatives à des marchés criminels spécifiques, tels que celui du commerce illégitime de bois. La loi nationale visant à lutter contre la traite des personnes qualifie également d'infractions pénales la traite sexuelle, l'exploitation sexuelle, la traite aux fins de l'exploitation par le travail, le travail forcé, la mendicité forcée et la servitude pour dettes. La loi rend les condamnations pour

traite d'enfants passibles d'emprisonnement ou de sanctions pécuniaires. L'actuel président a également promis la mise en place d'une initiative visant à assurer la paix et la sécurité dans tout le pays. Cependant, aucun résultat tangible n'en est ressorti.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Selon certains rapports, le système judiciaire malgache manque considérablement de ressources et est sous l'influence d'intérêts privés. Le système n'a donc pas la capacité de lutter efficacement contre le crime organisé. La plupart des affaires de traite d'êtres humains portées devant les tribunaux se solderaient par des acquittements. Un phénomène similaire s'applique aux cas de trafic d'espèces sauvages. En outre, des organisations issues de la société civile, des entreprises et des hommes politiques ont tous accusé des juges, ainsi que des dirigeants locaux et des agents des forces de l'ordre, d'être impliqués dans des vols de bétail. En 2018, Madagascar a créé son premier tribunal anticorruption chargé d'instruire les affaires liées à la corruption et au crime organisé.

En ce qui concerne l'application de la loi, le service central de renseignement de Madagascar contribue à la lutte du pays contre le crime organisé, avec un accent particulier sur les crimes transnationaux, tels que le trafic de drogue et le trafic d'armes. L'unité de la brigade spéciale de la gendarmerie nationale du pays mène pour sa part des enquêtes et recueille des preuves liées aux affaires de crime organisé. Les services de renseignement malgaches collaboreraient également avec des organisations de la société civile, des organisations internationales et d'autres services de renseignement à l'étranger. Faire appliquer la loi demeure toutefois une gageure à Madagascar du fait notamment de la corruption généralisée au sein du gouvernement. Quant à l'intégrité territoriale, le pays manque d'une unité de garde-côtes et, de fait, ses ports maritimes sont très exposés aux opérations de contrebande et de trafic. Bien que Madagascar soit doté de moyens insuffisants pour contrôler ses frontières, que le pays soit gangrené par la corruption et manque de ressources, il a fait des efforts pour combattre le crime organisé le long de ses frontières, comme en témoigne la création en 2015 du Centre de Fusion d'Informations Maritimes financé par l'UE.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Madagascar n'a pas fait d'efforts significatifs pour renforcer sa politique économique et son développement, et reste l'un des pays les plus pauvres au monde. Malgré ces échecs économiques, Madagascar offre de nombreuses opportunités de développement aux entreprises légitimes. Néanmoins, l'ampleur de l'économie souterraine du pays, combinée à un recours très fréquent aux espèces et à une faible financiarisation de l'économie, rend difficiles à la fois le suivi et le contrôle des transactions frauduleuses. Madagascar a rejoint le Réseau Inter-Agences en matière de recouvrement des avoirs pour

l'Afrique de l'Ouest en 2017. Ce réseau vise à renforcer les capacités d'application de la loi en lien avec les mandats internationaux de lutte contre le blanchiment d'argent. En outre, le Service malgache de renseignement financier fait également office de cellule de renseignement financier indépendante chargée d'analyser, de diffuser et de signaler les transactions suspectes. Bien que les fonctionnaires de la police malgache enquêtent sur des cas de blanchiment d'argent, il semblerait qu'ils manquent de formation et d'expertise pour le faire efficacement. Le système judiciaire malgache manque également de ressources et de volonté politique pour poursuivre les infractions de blanchiment d'argent.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

La capacité de Madagascar à protéger les victimes et les témoins du crime organisé est considérablement limitée. Le pays manque également d'un dispositif juridique officiel pour identifier les victimes à la fois localement et à l'étranger, et les acteurs qui tentent de le faire ne parviennent pas à se coordonner, laissant de nombreuses personnes non identifiées. Si le ministère de la Population, en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations, a créé en janvier 2015 un nouveau département chargé de l'aide aux victimes, principalement à l'intention des victimes de la traite et du trafic d'êtres humains, la mise en œuvre des mesures de protection reste difficile. De même, malgré les efforts du gouvernement malgache pour prévenir le crime organisé, la mise en œuvre des dispositifs existants reste un défi important. Au nombre des activités de prévention du crime organisé figurent notamment des initiatives de formation et de renforcement des capacités, qui sont organisées à la fois par des partenaires locaux et internationaux. Pendant la pandémie de COVID-19, le ministère malgache de l'Environnement, le ministère de la Justice et la gendarmerie nationale ont collaboré à un nouveau projet de tolérance zéro à l'égard du crime organisé. Les résultats se sont toutefois avérés mitigés et le projet a été critiqué pour sa façon incohérente de traiter les chefs et hommes de main de la criminalité.

La société civile malgache joue un rôle important dans la lutte du pays contre le crime organisé. Les entreprises privées participent également aux activités de prévention du crime organisé en fournissant aux organes judiciaires et répressifs des ressources essentielles. Cependant, ces activités ne sont pas tenues en haute estime par le gouvernement malgache. De plus, les lois pénales sur la diffamation et d'autres restrictions portent souvent atteinte à la liberté d'expression à Madagascar. Les médias sont également confrontés à des risques de sécurité lorsqu'ils enquêtent sur des sujets sensibles comme le vol de bétail et les crimes liés aux ressources non renouvelables.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.